



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
BOURGOGNE-  
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Service régional de l'archéologie

Affaire suivie par :  
Laure DOBROVITCH  
03 80 68 51 43  
[laure.dobrovitch@culture.gouv.fr](mailto:laure.dobrovitch@culture.gouv.fr)

Références : LD/JP/2023/ 2134

**Direction régionale  
des affaires culturelles**

Le Préfet de région

à

Ministère de la Justice  
Délégation interrégionale grand centre  
Département Immobilier  
4 Rue Léon Mauris - CS 17724  
21077 DIJON CEDEX

Affaire suivie par M. Christophe HUBER

Dijon, le 04 OCT. 2023

**Lettre recommandée avec accusé de réception**

**Objet :** Notification d'une prescription de fouille d'archéologie préventive

**Références :** **MÂCON (71), 1 rue Léonce Lex, projet de cité judiciaire (réhabilitation et extension de l'ancienne prison)**  
Livre V du Code du patrimoine

**P.J. :**

- arrêté n° 2023/477 du 03 octobre 2023 portant prescription d'une fouille d'archéologie préventive et ses annexes 1, 2 et 3
- fiche subvention FNAP

Monsieur,

Comme indiqué dans mon courrier du 20 octobre 2022, le diagnostic archéologique réalisé à l'emplacement du projet de création d'une cité judiciaire au n° 1 rue Léonce Lex à Mâcon a révélé la présence de vestiges archéologiques significatifs qui relèvent plus particulièrement de l'ancien couvent des Jacobins de Mâcon (périodes médiévale et moderne).

Vous m'avez transmis, le 2 août 2023, l'ensemble des éléments précisant l'impact au sol des travaux projetés, la communication de ces éléments valant confirmation de la poursuite de votre projet conformément à l'article R.523-19 du code du patrimoine. Ces travaux ayant un impact sur une partie des vestiges enfouis, j'ai l'honneur de vous transmettre l'arrêté ci-joint portant prescription d'une fouille archéologique à l'emplacement de ce projet d'aménagement.

Il vous revient d'assurer la maîtrise d'ouvrage de cette opération de fouille préventive. À ce titre, il vous appartient de mettre en œuvre la procédure prévue aux articles R.523-41 et suivants du code du patrimoine. J'attire votre attention en particulier sur deux points de cette procédure.

**En premier lieu**, il vous incombe de solliciter des offres auprès des opérateurs d'archéologie préventive.

Vous pouvez faire appel soit à l'établissement public (Institut national de recherches archéologiques préventives ou INRAP, direction régionale Bourgogne-Franche-Comté) soit, dès lors que sa compétence scientifique est garantie par une habilitation ou un agrément délivré par l'État, à un service archéologique territorial ou à toute autre personne de droit public ou privé.

La liste des opérateurs habilités ou agréés est accessible en ligne sur le site internet du ministère de la culture à l'adresse suivante : <https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Archeologie/Les-operateurs-en-archeologie-preventive>.



Si vous êtes soumis à l'ordonnance n° 2015-899 du 25 juillet 2015 relative aux marchés publics, la passation du contrat de fouilles est régie par les textes relatifs aux marchés publics.

Dans tous les cas et en application de l'article R.523-43-1, l'ensemble des offres recevables devra être transmis à mon service pour avis, avant la signature du contrat de fouille que vous serez amené à passer avec un opérateur. Ces offres doivent être conformes à l'arrêté de la Ministre de la Culture du 3 juillet 2017 fixant la liste des éléments constitutifs des offres des opérateurs pour la réalisation de fouilles archéologiques préventives. Elles doivent en particulier comporter le projet scientifique d'intervention (PSI) qui détermine les modalités de réalisation de l'opération archéologique prescrite, notamment les méthodes et techniques employées et les moyens humains et matériels prévus. Le PSI sera établi conformément au cahier des charges scientifiques annexé à l'arrêté de prescription de fouille.

**Je disposerai d'un délai d'un mois à réception de l'ensemble des offres pour vous transmettre mon avis.** Cette procédure a pour objet de vous accompagner dans la sélection de l'opérateur, de sécuriser la passation du contrat de fouille et de garantir la qualité scientifique de l'opération archéologique.

Dans le cas où aucun opérateur ne se porterait candidat à la réalisation de la fouille préventive ou ne remplirait les conditions pour la réaliser, vous avez la faculté de demander à l'INRAP d'y procéder en lui communiquant la prescription correspondante. Cet établissement disposera alors d'un délai de deux mois pour vous adresser un projet de contrat contenant les clauses prévues à l'article R.523-44 du code du patrimoine.

**En second lieu**, vous devez solliciter auprès de mes services une autorisation avant le démarrage de la fouille sur le terrain.

À réception de votre demande, **je disposerai d'un mois pour vous délivrer cette autorisation.** Je vous rappelle qu'à défaut d'une transmission préalable de la ou des offres, le délai d'instruction d'autorisation de fouille est porté de un à trois mois en application de l'article R.523-46.

À cet effet, vous me transmettez le contrat de fouille daté et signé, conclu avec l'opérateur que vous aurez retenu. Ce contrat devra comporter l'ensemble des pièces prévues aux articles R.523-44 et R.523-45 du code du patrimoine.

L'opérateur devra également me proposer le nom d'un responsable scientifique d'opération qui sera l'interlocuteur et le garant de la qualité scientifique de l'opération archéologique. Il sera désigné à la délivrance de l'autorisation de fouille.

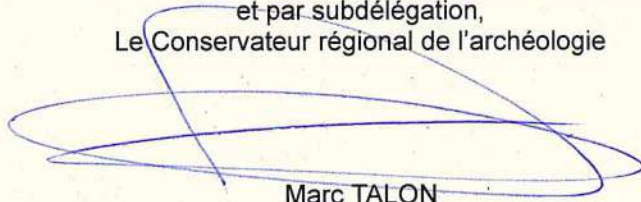
Enfin je vous informe que, sous certaines conditions, le Fonds national pour l'archéologie préventive (FNAP) est susceptible d'apporter des financements pour la réalisation des fouilles (fiche ci-jointe relative aux subventions). À cet effet, je vous invite à vous rapprocher de mes services et, le cas échéant, je vous rappelle que **toute demande au titre du FNAP doit être présentée en même temps que la demande d'autorisation de fouille** : <http://www.culture.gouv.fr/Espace-documentation/Documentation-juridique-textes-officiels/Le-Fonds-National-pour-l-Archeologie-Preventive-FNAP>.

La décision ci-jointe peut être contestée devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de la réception de la présente. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Mes services se tiennent à votre disposition pour vous apporter toutes les informations que vous jugerez utiles.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté,  
et par délégation,  
Pour la Directrice régionale des affaires culturelles,  
et par subdélégation,  
Le Conservateur régional de l'archéologie



Marc TALON



## **Demande de subvention du coût de la fouille**

### **Références :**

- > Articles R.524-17 à R.524-23 du code du patrimoine
- > Arrêté du 2 juin 2006 portant définition du contenu de la demande de subvention pour une opération de fouille archéologique préventive et des pièces à produire pour la constitution du dossier
- > Arrêté du 12 novembre 2019 pris pour l'application de l'article 6 du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement

Une subvention est susceptible d'être attribuée à tout type d'aménageur, maître d'ouvrage d'une fouille préventive, dès lors que sa demande est « éligible » selon les critères adoptés par la commission du FNAP (fonds national pour l'archéologie préventive).

Le montant de la subvention qui peut être accordée est plafonné à 50% du coût prévisionnel de la fouille (prix convenu par contrat avec l'opérateur archéologique).

### **Il n'existe pas de droit acquis à l'obtention d'une subvention.**

L'aménageur, maître d'ouvrage d'une fouille préventive, qui sollicite l'attribution d'une subvention au titre du FNAP, doit en faire la demande en déposant un dossier auprès du préfet de région (DRAC / service régional de l'archéologie) à l'appui de sa demande d'autorisation de fouille, c'est-à-dire en le joignant au contrat passé avec l'opérateur de fouille.

---

### **Le dossier de demande de subvention doit comporter :**

#### **1. une note descriptive du projet d'aménagement indiquant notamment :**

- a) L'objet et la nature de l'aménagement projeté, les objectifs poursuivis, les résultats attendus et les conditions particulières de sa réalisation ;
- b) S'il s'agit d'une tranche ou d'une phase d'opération, son intégration dans le projet global d'aménagement ;
- c) Tout élément de nature à préciser le bilan financier prévisionnel du projet, indiquant l'origine et le montant des moyens financiers, notamment les aides publiques directes ou indirectes ;

#### **2. une note détaillant le calendrier de mise en oeuvre du projet d'aménagement et présentant les moyens prévus par l'aménageur pour limiter l'impact de son projet sur le patrimoine archéologique,**

#### **3. un document indiquant la part du coût de la fouille sur laquelle porte la demande de subvention et, le cas échéant, une déclaration sur l'honneur attestant que le projet d'aménagement ne fait pas l'objet d'une demande de prise en charge.**

#### **4. le cas échéant :**

- une attestation sur l'honneur du demandeur attestant qu'il ne récupère pas la TVA sur le coût de la fouille,
- la délibération de l'organe compétent de la collectivité territoriale, du groupement de collectivités territoriales ou de l'organisme public approuvant le projet d'aménagement et le plan de financement prévisionnel précisant l'origine et le montant des moyens financiers.

---

**Liste des critères d'éligibilité des demandes de subvention**, adoptée par la commission du Fonds national pour l'archéologie préventive le 12 juillet 2005 (les subventions ne seront versées que pour des opérations dont la finalité relèvent de l'intérêt général) :

- 1/ La prise en compte de l'impact de l'opération archéologique sur l'équilibre économique du projet d'aménagement et donc sur sa faisabilité.
- 2/ La localisation de l'aménagement dans des zones bénéficiant d'aides publiques.
- 3/ Les efforts de l'aménageur pour limiter l'impact de l'aménagement sur les vestiges archéologiques.
- 4/ Découverte d'importance exceptionnelle survenant pendant une opération de fouille préventive et générant un surcoût de la fouille archéologique.